



PREFET DE LA REGION GUYANE

Agence régionale de santé

ARRETE n°2015-341-0012 du 07 décembre 2015

LE PREFET DE LA REGION GUYANE
PREFET DU DEPARTEMENT DE LA GUYANE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de la santé publique et notamment son article L 1311-4 ;
VU le règlement sanitaire départemental en date du 16 juillet 2009 et particulièrement son article 51 ;
VU le rapport établi par l'agence régionale de santé de Guyane en date du 23 novembre 2015, relatant les désordres constatés dans l'appartement en façade, au RDC, partie gauche, sis au n°68, rue VOLTAIRE à Cayenne, occupé lors de la visite par madame COSTA DE OLIVEIRA Eliana et ses 3 enfants dont la SCI WAKIM est propriétaire ;
CONSIDERANT qu'il ressort du rapport susvisé un défaut de protection contre les chocs électriques et les surtensions ainsi qu'un danger lié à l'état du plafond de la salle de bain et des WC ;
CONSIDERANT que cette situation présente des risques sanitaires importants et imminents pour la santé publique, notamment pour celle des occupants, et nécessite une intervention urgente afin d'écarter tout risque d'électrocution et d'incendie ainsi que de chutes de petits éléments de béton sur les occupants ;
SUR proposition du directeur général de l'agence régionale de santé de Guyane ;

ARRETE

Article 1 : La SCI WAKIM, SIREN n°451 575 286, domiciliée au n°68, rue VOLTAIRE à Cayenne est mise en demeure d'exécuter la mise en sécurité de l'installation électrique et du plafond de la salle de bain et des WC du logement situé en façade, au RDC, partie gauche au n°68, rue VOLTAIRE, à Cayenne ; dans un délai de deux semaines à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 : En cas d'inexécution des mesures prescrites dans le délai imparti, le maire de Cayenne ou, à défaut, le préfet, procédera à leur exécution d'office aux frais de la SCI WAKIM sans autre mise en demeure préalable.

La créance en résultant sera recouvrée comme en matière de contributions directes.

Article 3 : Le présent arrêté sera notifié au propriétaire, la SCI WAKIM. Il sera également affiché sur la façade de l'immeuble.

Article 4 : Dans les deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture, le présent arrêté peut faire l'objet de recours amiable et contentieux :

- un recours gracieux est à adresser à M. le préfet de la région Guyane – Rue Fiedmond – BP 7008 – 97307 Cayenne Cedex.

- un recours hiérarchique est à adresser à M. le ministre chargé de la santé (direction générale de la

santé – EA 2 – 14, avenue Duquesne - 75350 Paris 07 SP.

- un recours contentieux est à adresser à M. le président du Tribunal administratif – 7 rue Schœlcher
– BP 5030 – 97305 Cayenne Cedex.

Tout recours amiable doit être adressé en recommandé avec accusé de réception.

L'exercice d'un recours amiable a pour effet d'interrompre le délai de recours contentieux. Le délai recommence à courir à compter de la réception du rejet explicite ou implicite (en l'absence de réponse de l'Administration au terme du même délai de deux mois, la décision est juridiquement qualifiée de rejet implicite).

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture, le maire de la commune de Cayenne et le directeur général de l'agence régionale de santé, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

P/Le Préfet,
Le secrétaire général

signé

Yves de ROQUEFEUIL